

Le chômage

terme au Canada. C'est le secteur privé qui crée les biens et services réels que nous vendons dans la vie réelle.

Des voix: Bravo!

M. Atkey: Ce ne sont pas les gouvernements qui créent les biens et les ressources productifs de la société. Les gouvernements sont simplement des agents organisateurs. C'est le secteur privé, les manufacturiers, la force industrielle de l'Ontario, du Québec, des provinces de l'Ouest et des provinces atlantiques qui créent les vrais emplois qui vont durer.

Ce que les gouvernements peuvent faire, ce qu'ils doivent faire et ce que mon gouvernement va faire, c'est d'instaurer des conditions propices à la création d'emplois par le secteur privé. Le gouvernement peut faire l'appoint de la création d'emplois du secteur privé, il peut inciter le secteur privé à créer des emplois, mais je répète—et je n'insisterai jamais assez là-dessus—que ce n'est pas le gouvernement qui crée les vrais emplois qui durent dans notre société.

Des voix: Bravo!

M. Atkey: Voyons un peu ce qu'ont fait ceux d'en face qui sont au gouvernement, et par exemple le député qui vient de parler. Ce gouvernement-là a eu des possibilités en or, lorsqu'il est entré en fonction en juillet 1974 avec une très confortable majorité, je m'en souviens. Voyons ce qu'il a fait. Quand ce gouvernement-là a été élu, il y avait 490,000 chômeurs au Canada. Cela, c'était en 1974. Le taux de chômage corrigé des variations saisonnières était de 5.1 p. 100. C'est de là qu'ils sont partis et ils avaient toute facilité pour faire ce qu'ils voulaient. Voyons maintenant où en étaient les choses quand le gouvernement a été défait en mai dernier. Les chiffres désaisonnalisés étaient de 853,000 pour le nombre de chômeurs, et de 7.7 p. 100 pour le taux de chômage. En voilà une performance! En cinq ans de possibilités en or, le taux de chômage avait augmenté de 2.6 p. 100. En chiffres absolus, il y a 463,000 chômeurs de plus. Nous savons qui sont ces gens, monsieur l'Orateur. Les femmes et les défavorisés constituent la majorité de ces 463,000 nouveaux chômeurs qui peuvent rendre l'ancien gouvernement responsable de leur situation.

● (1610)

Il y a une leçon à tirer de ces chiffres, monsieur l'Orateur. Les expédients à court terme appliqués par le gouvernement précédent, avec leurs noms fantaisistes—Canada du Travail, Jeunesse Canada au travail, Programme d'expérience de travail et de formation, Prospection du marché du travail par les étudiants, Programme d'initiatives locales, programme d'emplois d'été, programme d'emplois permanents—ont réussi non pas à diminuer le chômage mais à contribuer à l'augmenter. S'il suffisait pour remédier au problème du chômage d'appliquer une multitude de programmes à court terme mal coordonnés, le chômage aurait diminué au lieu d'augmenter. Les grands problèmes que le gouvernement précédent a tenté d'esquiver les obsèdent maintenant et ils continuent à suggérer de petits remèdes de bonne femme sans efficacité véritable.

Maintenant les députés d'en face réclament de nouveaux programmes semblables, d'autres programmes d'expérience du travail et de formation, d'autres programmes de prospection du marché du travail par les étudiants, d'autres programmes d'initiatives locales et de Canada au travail, enfin toutes sortes de projets d'emplois à court terme. Mais ces programmes ne créent pas d'emplois permanents pour nos jeunes, monsieur

[M. Atkey.]

l'Orateur. L'expérience prouve qu'ils ont échoué à cet égard, et les Canadiens ont montré qu'ils s'en rendaient compte le 22 mai.

Des voix: Bravo!

M. Atkey: Le gouvernement actuel a pour objectif fondamental de stimuler le développement économique à long terme, et d'encourager le secteur privé à créer des emplois permanents à plein temps pour un plus grand nombre de Canadiens, et surtout pour les jeunes.

Nous devons établir un climat de confiance pour atteindre cet objectif, monsieur l'Orateur. Nous devons rassurer les hommes d'affaires, les convaincre que le secteur privé peut se développer, qu'ils peuvent augmenter leurs effectifs et qu'ils ont intérêt à investir dans leur localité, leur province et leur pays. Nous devons nous assurer que le gouvernement appuie cette expansion de diverses façons constructives. Nous devons nous assurer que les groupes de notre société qui sont le plus touchés par le chômage soient également ceux qui bénéficient le plus de cette expansion.

Le gouvernement a certes un rôle à jouer dans la création d'emplois, mais il ne doit pas être la première source de nouveaux emplois au Canada. Il ne doit pas consacrer à cette activité toute son énergie et tous ses fonds parce qu'il y perdrait beaucoup.

Mon préopinant se demande ce que le gouvernement fait depuis six mois. Son parti essaie de faire croire à la population que le gouvernement a entrepris bien peu et n'a à peu près rien accompli. C'est absolument faux, monsieur l'Orateur. Permettez-moi de signaler quelques faits qui ne seront guère réconfortants pour les députés d'en face.

Une voix: Cela ne prendra pas grand temps.

M. Atkey: Depuis notre accession au pouvoir, il s'est créé, compte tenu des variations saisonnières, 232,000 nouveaux emplois.

Des voix: Bravo!

M. Atkey: Mais plus important encore, le taux de chômage, qui, le 22 mai, sous le gouvernement libéral, était de 7.9 p. 100, est tombé à 7.4 p. 100, soit une baisse de .5 p. 100. L'élément important pour juger des six derniers mois, celui qui compte véritablement, soit la situation de l'emploi, s'est amélioré. Il ne s'est pas dégradé, comme on voudrait le faire croire.

Je vais être honnête, monsieur l'Orateur. Cette amélioration n'est pas attribuable uniquement aux initiatives de création directe d'emplois du gouvernement, ni même uniquement aux mesures prises par le gouvernement depuis le 4 juin.

M. Fox: C'est vous qui le dites!

M. Atkey: Le climat des affaires s'est amélioré au Canada depuis le 4 juin. Les niveaux records de l'investissement dans l'industrie manufacturière le montrent bien. De grandes parties du pays connaissent une prospérité remarquable. Les salaires des ouvriers n'ont jamais été aussi élevés, et les Canadiens sont de plus en plus désireux de participer à l'essor économique et au développement du pays.

Ce renouveau d'assurance et de confiance n'est pas tombé du ciel. Il s'est produit parce qu'un nouveau gouvernement, déterminé à changer la situation, a encouragé le peuple canadien, de même que ses propres partenaires—les syndicats, les provinces, le secteur privé—à participer à la croissance écono-